



Conseil économique et social

Distr. générale
11 avril 2012

Original : français

Session de fond de 2012

New York, 2-27 juillet 2012

**Examen ministériel annuel : promouvoir
la capacité de production, l'emploi
et le travail décent pour éliminer
la pauvreté à la faveur d'une croissance
économique partagée, durable et équitable
à tous les niveaux en vue de la réalisation
des objectifs du Millénaire pour le développement**

Déclaration présentée par Univers de solidarité et de développement, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.



La pauvreté n'est pas une fatalité. Elle est créée par les hommes qui n'ont pas su bien distribuer les ressources d'un pays. La réalisation des OMD est l'un des défis importants que les pays en voie de développement ont accepté de relever au cours de ce millénaire. Douze ans après avoir pris cet engagement, force est de constater que la pauvreté, le chômage et son corollaire de délinquance et d'immigration sont les maux que les populations de ces pays conjuguent quotidiennement. Les couches les plus vulnérables sont les jeunes, les femmes et les personnes âgées. Les jeunes et les femmes qui constituent le maillon de la croissance économique d'un pays sont négligés.

Les OMD devraient être atteints en 2015. De 2000 à 2012, le tableau de l'éradication de la faim, du chômage, de l'inégalité entre hommes et femmes reste toujours sombre. Cependant, une volonté manifeste venant des gouvernants peut tout de même permettre de corriger l'allure inquiétante de la vie sociale et économique dans les pays en voie de développement. Dans trois ans, les pouvoirs en place pourront générer des emplois en encourageant les initiatives au sein de la jeunesse diplômée sans emploi. Les femmes rurales pourront être soutenues dans les AGR, dans la mise en place d'unités de transformation des produits agricoles. Les pouvoirs pourront créer un climat favorable aux IMF gage de soutien au financement de microprojet surtout en milieu rural.

Les personnes âgées doivent être accompagnées déceimment à leur moment.

La force motrice du développement, la jeunesse, se doit de recevoir une formation répondant au besoin du marché. Ce marché étant régulé de nos jours par des règles régies par l'OMC, afin de favoriser la croissance sur ce plan, il est nécessaire de disposer de marchés interconnectés et sains, sur lesquels la concurrence et l'accès des consommateurs stimulent l'activité commerciale et l'innovation. Cette dernière doit être fortement encouragée par la politique en prenant des dispositions pour amoindrir les taxes sur les biens et services, en libéralisant le marché à tous les niveaux et en prenant des mesures allant dans l'encouragement des travailleurs ayant contribué à la croissance. Selon un rapport de la FAO, les pays en voie de développement n'exploitent que 4 % de leur terre arable. La lutte contre la pauvreté dans nos pays doit passer nécessairement par une agriculture bien soutenue, une agriculture sans inégalité où la femme aura accès à la terre.
